

# Programme des Nations Unies pour le Développement

## Madagascar

### Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM)

#### Rapport Trimestriel sur progrès au 30 septembre 2017

**Award ID :** 00097148

**Durée du projet:** septembre 2016 – décembre 2018

**Effet UNDAF:** Effet 2 – Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent efficacement leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains

**Produit CPD:** Résultat 1 - Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace, résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

Résultat 2 – Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

**Résultat pertinent du plan stratégique du PNUD :** Effet 2 – Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique

Effet 3 – Les pays se dotent d'institutions renforcées pour assurer progressivement l'accès universel aux services de base

**Total Budget:** 3 000 000 USD (dont PNUD 1 500 000 USD)

**Agence de mise en œuvre:** PNUD, OIM, UNICEF, HCDH et UNFPA

Liste de distribution aux parties prenantes

1. Général Fidy Mpanjato RAKOTONARIVO, ancien Président du CTO-RSS et Directeur du Cabinet Militaire de la Primature
2. Contre-Amiral Marie Jean Lucien RAKOTOARISO, Directeur de Cabinet du Ministère de la Défense Nationale
3. Général Raherisolofo MAMY, Directeur en Charge de l'Ethique et de la Déontologie du Ministère de la Défense Nationale
4. Jean Rostand RABIALAHY, Directeur de Cabinet du Ministère de la Sécurité Publique et Membre du CTO-RSS
5. Général Solofonirina Maherizo ANDRIAMANANA, Directeur de la Communication et Relations Extérieures du Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie
6. Hanitriniaina BELALAHY, Directeur des Droits Humains et des Relations Internationales du Ministère de la Justice
7. Nirinamihamina Ramelson RAMANANTSOA, Directeur des Programmes et du Suivi-Evaluation du Ministère de la Justice
8. Marie Francine KIDJA, Directeur Général de la Promotion de la Femme du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
9. Mandimby RAKOTOARISON, Directeur de l'Appui à la Prévention et au Maintien de l'Ordre et de la Sécurité Publics du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
10. Johan Andria RAMANDIMBISON, Directeur des Relations Multilatérales du Ministère des Affaires Etrangères
11. Hantavololona RAMAHAZOSOA, Agent Diplomatique et Consulaire, Service des Affaires Politiques et Sécuritaires, Direction des Relations Multilatérales du Ministère des Affaires Etrangères
12. Anthony RANDRIANJAFISOLO, Assemblée Nationale
13. Jacques Yves Richard RAKOTOMALALA, Sénat
14. Seth ANDRIAMAROHASINA, Commissaire à la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
15. Oana MIHAI, Coordinatrice du Secrétariat Technique du Fonds pour la Consolidation de la Paix
16. Serzhino BIHARISOA, Chargé de Programme, Fonds pour la Consolidation de la Paix
17. Jean-Didier MISSILOU, Conseiller Politique Principal, Union Africaine

# RAPPORT TRIMESTRIEL janvier – septembre 2017 (1<sup>er</sup> - 3<sup>e</sup> trimestre 2017)

## 1. Mise en œuvre de produits du CPD

**Output 1 du CPD: Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux chocs extérieurs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.**

### Pour chaque indicateur de produit :

**Indicateur 1.2 :** Nombre d'initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix appuyées ou renforcées.

#### Pour la durée du projet :

- Baseline début du projet (2016) : 0
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 6<sup>1</sup>
- Réalisation : 2 (40%)

#### Pour l'année considérée :

- Baseline (2017) : 0
- Cible fin d'année : 5
- Réalisation : 2 (40%)

#### Commentaire :

- Etat d'avancement : Comme première étape dans l'appui du projet aux mécanismes et acteurs impliqués dans la **sécurité communautaire**, une analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire a été initiée et est actuellement en cours. Un consultant expert en analyses sociologiques a entamé une analyse des différents textes qui réglementent les aspects de sécurité communautaire (aussi appelée « sécurité participative ») à Madagascar, et une première mission de consultation dans le Sud (régions Anosy et Androy) a été effectuée. D'autres missions seront effectuées dans les régions d'Atsimo Andrefana, Vakinankaratra, Matsiatra Ambony, Ihorombe, Menabe et Sava pendant le mois d'octobre (4<sup>e</sup> trimestre). Lors des missions l'équipe composée du consultant, d'un représentant du PNUD et d'un représentant du ministère de tutelle des initiatives de sécurité participative (Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation) effectue des consultations avec les représentants de l'Etat, des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), des élus locaux (maires), chefs de fokontany, et représentants de la société civile sur leurs expériences, avis et recommandations regardant les textes et pratiques de sécurité communautaire dans leurs districts/régions respectifs. L'identification et analyse des bonnes pratiques locales contribuera à valoriser ces initiatives, identifier les besoins d'harmonisation au niveau des pratiques et des textes, et identifier les points d'entrée pour un appui technique et matériel qui appuiera les acteurs directement (chefs de fokontany, comités de dina, comités de vigilance/autodéfense villageoise) et indirectement (Police, Gendarmerie, représentants de l'Etat) impliqués dans ces initiatives.

<sup>1</sup> Initiatives locales de sécurité communautaire (ex. comités de vigilance villageois, quartiers mobiles, etc.), autorités traditionnelles et coutumières (ex. Comités de dina), Gendarmerie Nationale, Police Nationale, Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), organisations de la société civile (OSC)

- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant, nécessitant une prise de décisions/action urgente :

**Output 2 du CPD: Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.**

**Indicateur 2.2 :** Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes

Pour la durée du projet :

- Baseline début du projet (2016) : 0
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 7<sup>2</sup>
- Réalisation : 3 (40%)

Pour l'année considérée :

- Baseline (2017) : 0
- Cible fin d'année (2017) : 7
- Réalisation : 3 (40%)

Commentaire :

- Etat d'avancement : Appui technique a été fourni lors de la retraite du **Comité Technique d'Organisation du séminaire national de la RSS (CTO-RSS)** pour la finalisation des plans d'actions des 8 piliers de la RSS en octobre 2016. Subséquemment, le projet a appuyé le CTO-RSS dans la finalisation des plans d'action des huit piliers de la RSS et la consolidation d'un cadre stratégique globale de la RSS (d'octobre 2016 jusqu'à juin 2017), et l'élaboration d'un projet de structure de la nouvelle structure de coordination de la mise en œuvre de la RSS à Madagascar (juin 2017). Le Plan National de la RSS a été officiellement transmis au Président de la République lors de la cérémonie de lancement officiel de la RSS tenue le 12 septembre 2017 avec l'appui du projet. Le 26 septembre 2017 le décret instituant le Bureau National de Coordination de la Réforme du Secteur de la Sécurité (BNC-RSS) et fixant son organisation et ses attributions a été approuvé en Conseil de Ministres et la structure provisoire, le CTO-RSS, a été abrogé.

En consultation avec le CTO-RSS, les besoins en question de **matériels et équipements du nouvel bureau de coordination de la RSS** ont été identifiés en mars 2017. Les équipements ICT (ordinateurs, imprimantes, onduleurs, vidéoprojecteur, écran de projection, pointeurs laser, etc.) et matériels bureautiques (tables et chaises de bureau et de conférence, armoires de rangement, chevalets de conférence, etc.) ont été procurés et la dotation sera réalisée lors de l'établissement du nouveau bureau pour le munir dès le début des équipements nécessaires à son bon fonctionnement.

En appui au processus de planification et spécialement au mandat du futur BNC-RSS, une **stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS** a été élaborée en étroite consultation avec le CTO-RSS, les représentants et les parties prenantes des huit piliers de la

<sup>2</sup> Organe de coordination de la RSS, Haut Conseil de la Défense Nationale, Parlement, Armée, Gendarmerie Nationale, Police Nationale, CTD

RSS à Madagascar. La stratégie est prête pour être partagée et finalisée avec le BNC-RSS lors qu'il sera opérationnel, et contribuera à communiquer de manière stratégique, harmonisée, appropriée et régulière sur la mise en œuvre de la RSS et à l'appropriation de tous les acteurs de ce processus.

En appui au nouvel Haut Conseil de la Défense Nationale (HCDN, récemment créé et en voie d'opérationnalisation) dans son mandat d'élaborer une vision (et ultérieurement une stratégie) de la sécurité nationale, une **étude sur les besoins de sécurité humaine à Madagascar** a été effectuée, basée sur les conclusions et recommandations déjà élaborées lors des analyses et consultations antérieures (notamment celles menées par le CTO-RSS) et complétée par une récolte d'informations et des consultations supplémentaires pour évaluer les besoins en sécurité humaine.

Dans le renforcement de la **gestion et du contrôle des armes à feu** par l'Etat, une évaluation du cadre législatif et procédural de gestion et contrôle des armes à feu a été effectuée, comprenant différentes recommandations et points d'entrée pour l'appui technique et matériel subséquent par le projet pour appuyer les FDS et autorités locales dans leurs mandats respectifs dans ce domaine. En plus, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu, y compris une analyse des motivations qui amènent les civils à se procurer une arme, ainsi que l'effet de la présence d'armes à feu sur les communautés, a été initiée et est actuellement en cours. Finalement, basé sur les recommandations du rapport de l'évaluation, considérant le long délai d'acquisition de ce type de produits, des équipements informatiques ont été commandés qui seront ultérieurement distribués à des Bureaux de Défense au niveau des districts et provinces pour l'informatisation des registres d'armes et de leurs détenteurs.

Comme première étape dans l'appui du projet aux mécanismes et acteurs impliqués dans la **sécurité communautaire**, une analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire a été initiée et est actuellement en cours. L'identification et analyse des bonnes pratiques locales contribuera à valoriser les initiatives locales, identifier les besoins d'harmonisation au niveau des pratiques et des textes, et identifier les points d'entrée pour un appui technique et matériel qui appuiera les acteurs directement (chefs de fokontany, comités de dina, comités de vigilance/autodéfense villageoise) et indirectement (Police, Gendarmerie, représentants de l'Etat) impliqués dans ces initiatives.

Dans le volet de renforcement du **contrôle parlementaire du secteur de la sécurité** à Madagascar, un premier atelier de renforcement de capacités et de sensibilisation a été effectué du 28 au 29 septembre 2017 pour le personnel du Sénat sur leurs rôles, responsabilités et mandats ainsi que les outils et mécanismes à leur disposition en matière de contrôle démocratique du secteur de la sécurité. Des ateliers similaires sont prévus pour le personnel de l'Assemblée Nationale, les Sénateurs et les Députés respectivement au cours du mois d'octobre 2017.

- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant, nécessitant une prise de décisions/action urgente : Il était prévu que le CTO-RSS (organe temporaire de coordination) finirait son mandat à la fin de 2016 et serait remplacé par un organe national de coordination de la RSS à Madagascar avec un mandat plus pérenne. Le décalage et l'incertitude concernant la durée de cette transition signifie que les interlocuteurs actuels du projet pourront être remplacés en partie ou complètement dans les mois à venir. L'appui technique prévu pour l'organe national de coordination de la RSS est en attente de cette transition et de l'entrée en fonction du nouvel organe.

**Indicateur 2.3** : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne

Pour la durée du projet :

- Baseline début du projet (2016) : 0
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 6<sup>3</sup>
- Réalisation : 2 (30%)

Pour l'année considérée :

- Baseline (2017) : 0
- Cible fin d'année (2017) : 6
- Réalisation : 2 (30%)

Commentaire :

- Etat d'avancement : Comme première étape dans l'appui du projet aux mécanismes et acteurs impliqués dans la **sécurité communautaire**, une analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire a été initiée et est actuellement en cours. L'identification et analyse des bonnes pratiques locales contribuera à valoriser les initiatives locales, identifier les besoins d'harmonisation au niveau des pratiques et des textes, et identifier les points d'entrée pour un appui technique et matériel qui appuiera les acteurs directement (chefs de fokontany, comités de dina, comités de vigilance/autodéfense villageoise) et indirectement (Police, Gendarmerie, représentants de l'Etat) impliqués dans ces initiatives.
- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant, nécessitant une prise de décisions/action urgente :

---

<sup>3</sup> Armée, Gendarmerie Nationale, Police Nationale, CTD, OSC, initiatives locales de sécurité communautaire



## **2. Mise en œuvre de produits du Plan stratégique**

**Output 2 du plan stratégique: Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique**

**Produit 2.4: Cadres et processus de dialogue lancés pour permettre l'engagement efficace et transparent de la société civile au développement national**

**Indicateur 2.4.1.A.1.1.:** Extent to which women's groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues

- Baseline début du projet (2016) : 3=Partially
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 4=Largely
- Réalisation (2017) : 3=Partially
  
- Baseline (2016) : 3=Partially
- Cible fin d'année (2017) : 4=Largely
- Réalisation (2017) : 3=Partially
  
- Etat d'avancement (grandes réalisations): Initiation d'activités prévue pour quatrième trimestre 2017 (promotion de l'intégration des femmes aux FDS)
  
- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
  
- Observations importantes le cas échéant, nécessitant une prise de décisions/action urgente :

**Indicateur 2.4.1.A.2.1.:** Extent to which youth groups have strengthened capacity to engage in critical development and crisis related issues

- Baseline début du projet (2016) : 3=Partially
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 4=Largely
- Réalisation (2017) : 3=Partially
  
- Baseline (2016) : 3=Partially
- Cible fin d'année (2017) : 4=Largely
- Réalisation (2017) : 3=Partially
  
- Etat d'avancement (grandes réalisations): Initiation d'activités prévue pour quatrième trimestre 2017 (dialogue entre FDS et population, en particulier les organisations de femmes et de jeunes)
  
- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
  
- Observations importantes le cas échéant, nécessitant une prise de décisions/action urgente :

**Output 3 du plan stratégique : Les pays se dotent d'institutions renforcées pour assurer progressivement l'accès universel aux services de base**

**Produit 3.5. Les communautés sont dotées des moyens nécessaires pour, et les institutions du secteur de la sécurité en sont capables, améliorer la sécurité pour les citoyens et faire reculer la violence armée**

**Indicateur 3.5.1.A.1.1.:** Extent to which capacities of the security sector for governance were improved

- Baseline début du projet (2016) : 2=Very partially
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 4=Largely
- Réalisation (2017) : 3=Partially
  
- Baseline (2016) : 2=Very partially
- Cible fin d'année (2017) : 3=Partially
- Réalisation (2017) : 3=Partially

Etat d'avancement (grandes réalisations): En appui au processus de planification et spécialement au mandat du futur BNC-RSS, une **stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS** a été élaborée en étroite consultation avec le CTO-RSS, les représentants et les parties prenantes des huit piliers de la RSS à Madagascar. La stratégie est prête pour être partagée et finalisée avec le BNC-RSS lors qu'il sera opérationnel, et contribuera à communiquer de manière stratégique, harmonisée, appropriée et régulière sur la mise en œuvre de la RSS (transparence) et à l'appropriation de tous les acteurs de ce processus.

En appui au nouvel Haut Conseil de la Défense Nationale (HCDN, récemment créé et en voie d'opérationnalisation) dans son mandat d'élaborer une vision (et ultérieurement une stratégie) de la sécurité nationale, une **étude sur les besoins de sécurité humaine à Madagascar** a été effectuée, basée sur les conclusions et recommandations déjà élaborées lors des analyses et consultations antérieures (notamment celles menées par le CTO-RSS) et complétée par une récolte d'informations et des consultations supplémentaire pour évaluer les besoins en sécurité humaine.

Dans le renforcement de la **gestion et du contrôle des armes à feu** par l'Etat, une évaluation du cadre législatif et procédural de gestion et contrôle des armes à feu a été effectuée, comprenant différentes recommandations et points d'entrée pour l'appui technique et matériel subséquent par le projet pour appuyer les FDS et autorités locales dans leurs mandats respectifs dans ce domaine. En plus, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu, y compris une analyse des motivations qui amènent les civils à se procurer une arme, ainsi que l'effet de la présence d'armes à feu sur les communautés, a été initiée et est actuellement en cours. Finalement, basé sur les recommandations du rapport de l'évaluation, considérant le long délai d'acquisition de ce type de produits, des équipements informatiques ont été commandés qui seront ultérieurement distribués à des Bureaux de Défense au niveau des districts et provinces pour l'informatisation des registres d'armes et de leurs détenteurs.

- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
  
- Observations importantes le cas échéant, nécessitant une prise de décisions/action urgente :

**Indicateur 3.5.1.A.1.2.:** Extent to which capacities of the security sector for oversight were improved

- Baseline début du projet (2016) : 2=Very partially
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 4=Largely
- Réalisation (2017) : 3=Partially
  
- Baseline (2016) : 2=Very partially
- Cible fin d'année (2017) : 3=Partially



- Réalisation (2017) : 3=Partially

Etat d'avancement (grandes réalisations) : Dans le renforcement de la **gestion et du contrôle des armes à feu** par l'Etat, une évaluation du cadre législatif et procédural de gestion et contrôle des armes à feu a été effectuée, comprenant différentes recommandations et points d'entrée pour l'appui technique et matériel subséquent par le projet pour appuyer les FDS et autorités locales dans leurs mandats respectifs dans ce domaine. En plus, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu, y compris une analyse des motivations qui amènent les civils à se procurer une arme, ainsi que l'effet de la présence d'armes à feu sur les communautés, a été initiée et est actuellement en cours. Finalement, basé sur les recommandations du rapport de l'évaluation, considérant le long délai d'acquisition de ce type de produits, des équipements informatiques ont été commandés qui seront ultérieurement distribués à des Bureaux de Défense au niveau des districts et provinces pour l'informatisation des registres d'armes et de leurs détenteurs.

Dans le volet de renforcement du **contrôle parlementaire du secteur de la sécurité** à Madagascar, un premier atelier de renforcement de capacités et de sensibilisation a été effectué du 28 au 29 septembre 2017 pour le personnel du Sénat sur leurs rôles, responsabilités et mandats ainsi que les outils et mécanismes à leur disposition en matière de contrôle démocratique du secteur de la sécurité. Des ateliers similaires sont prévus pour le personnel de l'Assemblée Nationale, les Sénateurs et les Députés respectivement au cours du mois d'octobre 2017.

- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant, nécessitant une prise de décisions/action urgente :

### **3. Prise en compte du genre**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les femmes constituent un objectif significatif. Aussi, le critère genre est pris en compte en vue d'une meilleure inclusion des femmes et d'une meilleure considération des besoins spécifiques liés au genre.

Le projet comprend des activités focalisées spécifiquement sur l'inclusion et promotion des femmes dans les FDS (activités prévues pour quatrième trimestre 2017, y compris appui à la réforme des critères de recrutement, proposition de politiques de ressources humaines respectueuses de la famille et élaboration de lignes directrices relatives aux infrastructures). En plus, dans les analyses et consultations le projet donne une attention particulière à l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, et à la désagrégation de l'information et des données selon sexe.

### **4. Point sur le renforcement des capacités nationales**

Le projet met un accent sur le renforcement des capacités des parties prenantes nationales (spécialement l'organe de coordination de la RSS, les FDS et leurs ministères de tutelle) et prévoit une série de formations et d'ateliers (police de proximité, contrôle et gestion d'armes, sécurité communautaire, contrôle parlementaire), de l'appui technique et stratégique (élaboration de documents et plans stratégiques) et la dotation de matériels (matériels de communication, ICT et bureautiques, infrastructures adaptés aux besoins basés sur le genre, équipements pour modernisation de la gestion des armes) à cet effet.

## **5. Point sur la coopération sud-sud**

Dans les activités pertinentes, référence est faite à de bonnes pratiques et des exemples d'autres pays du Sud et la facilitation d'échanges avec des experts et contreparties provenant de ou avec expérience dans les pays en voie de développement est favorisée.

A titre d'exemple, l'étude sur les besoins de sécurité a été confiée à une équipe d'un consultant national et d'un consultant international d'origine tchadienne expert en appui à la RSS dans différents pays africains, y compris Madagascar.

Une visite d'échange est prévue dans le cadre de l'appui à l'organe national de coordination de la RSS pour faire venir des représentants de pays du Sud qui ont ou sont aussi en train de mettre en œuvre une réforme du secteur de la sécurité et pourront donc partager leurs expériences, connaissances et recommandations avec les parties prenantes malagasy. Cette activité est en attente de la mise en place et opérationnalisation du BNC-RSS (prévu pour le quatrième trimestre 2017).

## **6. Principaux problèmes rencontrés et solutions adoptées ou proposées**

Un facteur de décalage a été le temps nécessaire pour déterminer la modalité de mise en œuvre (délai pour obtenir l'autorisation DIM) et recruter le personnel de projet. Le problème a été résolu entre temps.

L'imprégnation et appropriation limitée de certaines institutions nationales a comporté un retard dans la nomination des points focaux de la partie nationale, mais désormais tous les points focaux sont nommés et connaissent le projet. Un manque de communication interne des objectifs et avancements du projet par certains points focaux à leurs supérieurs hiérarchiques a été constaté, et des mesures prises, y compris le plaidoyer auprès des points focaux d'activement communiquer sur le projet auprès de leurs institutions, ainsi que des rencontres d'information et de sensibilisation menées par le CTO-RSS et l'équipe du projet.

Il était prévu que le CTO-RSS (organe temporaire de coordination) finirait son mandat à la fin de 2016 et serait remplacé en début de 2017 par un organe national de coordination de la RSS à Madagascar avec un mandat plus pérenne. Le décret d'instauration du BNC-RSS approuvé en Conseil de Ministres le 26 septembre 2017 est un avancement important, mais avec l'abrogation simultanée du CTO-RSS et l'incertitude concernant la durée de cette transition signifie qu'actuellement il n'y a pas d'interlocuteur officiel qui coordonne et donc garantit l'appropriation nationale du processus de RSS. Les activités d'appui technique et stratégique au processus et les activités de nature stratégique sont en attente de l'opérationnalisation du BNC-RSS. Le projet encourage et appuie la mise en place du BNC-RSS et est prêt à fournir une imprégnation sur le projet et le processus à ce jour dès qu'il sera en place.

Le principal organisme mandaté de valider une stratégie de la sécurité nationale à Madagascar est le Haut Conseil de la Défense Nationale (HCDN), organe créé en début de 2017, mais qui jusqu'à présent reste non-opérationnel, en attente de la nomination des membres de son Secrétariat Permanent et de l'identification et habilitation du bureau. Ainsi, l'activité de base du volet stratégique du projet (étude sur les besoins de sécurité, premier pas envers l'appui à l'élaboration d'une vision nationale de sécurité) a été initiée, mais les activités de suite devront attendre l'opérationnalisation de cet organe.

En vue du rallongement dans l'avancement de la planification et mise en place des structures pérennes principales de la coordination de la RSS, le projet se voit souvent confronté à la perception par certaines parties nationales de deux processus de RSS parallèles et à deux vitesses. A cette perception s'ajoute le décalage entre la pression auprès du PNUD et par le bailleur (PBF) de rattraper le retard initial de mise en œuvre du projet et de respecter les délais prévus dans le document de projet, et la

demande de la partie nationale de décaler certaines activités en attente de l'avancement des démarches au niveau des organes nationaux.

### **7. Perspectives pour le prochain trimestre**

- Doter le nouvel organe national de coordination de la mise en œuvre de la RSS à Madagascar des matériels informatiques et bureautiques déjà achetés ;
- Réaliser une visité d'échanges combinée avec un atelier de sensibilisation et de renforcement de capacités pour les membres du BNC-RSS lorsqu'il sera en place et opérationnel ;
- Appuyer l'appropriation et finalisation de la stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS ;
- Réaliser des ateliers de sensibilisation des parties prenantes de la RSS sur leur rôle dans le processus de la RSS;
- Développer et dupliquer des matériels de sensibilisation sur la mise en œuvre de la RSS ;
- Finaliser et divulguer l'étude sur les besoins de sécurité du pays ;
- Finaliser et divulguer le rapport de l'évaluation de la législation nationale, des règles et des procédures pour la gestion des armes des FDS et des civils à Madagascar et conceptualiser les activités d'appui technique recommandées par l'évaluation ;
- Finaliser et divulguer les résultats de l'enquête sur l'accès des civils aux armes légères ;
- Finaliser et divulguer les résultats de l'analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire ;
- Lancer le recrutement de consultant/e pour revoir les critères de recrutement auprès des FDS, proposer des politiques de ressources humaines respectueuses de la famille, et revoir les plans d'infrastructures pour proposer des adaptations ;
- Lancer le recrutement de consultant/e pour sensibiliser sur le concept de « police de proximité » et adapter les modules de formation pertinents ;
- Continuer les activités d'appui technique au renforcement du contrôle et de la gestion des armes détenues par les FDS et les civils ;
- Réaliser les autres ateliers de renforcement de capacités pour le personnel de l'Assemblée Nationale, les Sénateurs et les Députés ;
- Organiser des sessions de dialogue entre les représentants des FDS, des autorités locales et de la société civile (en particulier les organisations de femmes et de jeunes)

## RAPPORT TRIMESTRIEL SUR LES PROGRES

<b>Business Unit : MDG10</b> <b>Award ID : 000097148</b> <b>Titre du Projet /Programme : Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM)</b> <b>Partenaire de mise en œuvre : PNUD, OIM, UNICEF, HCDH, UNFPA</b> <b>Date de début du projet : septembre 2017</b> <b>Date de fin du projet: décembre 2018</b> <b>Période du rapport : Du 1 janvier 2017 au 30 septembre 2017</b> <b>Budget total du projet/programme (USD): 3 000 000 (dont PNUD 1 500 000)</b> <b>Taux de décaissement cumulé (en %): 20% (PNUD)</b>
---

### Section 1. Mise en œuvre du projet

#### A. Mise à jour des risques du projet

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Stratégique	Août 2016	Réticence à la mise en œuvre de certaines activités sensibles	Septembre 2017	- Ancrage des activités proposées grâce au partenariat solide des cinq agences avec la partie nationale et aux consultations qui ont précédé la rédaction du projet et la préparation des activités - Prévision par le projet de certaines séances de sensibilisation qui devraient	Non	Chargé de Programme

					aider à surmonter les réticences - Le comité de projet fournit un cadre pour discuter, anticiper les possibles divergences et s'accorder sur les solutions appropriées				Chargé de Programme, Comité de Projet
Août 2016		Conséquences néfastes potentielles liées à la conception et à la mise en œuvre du projet	Septembre 2017		- Le projet adopte l'approche « do no harm ». Le comité de projet veille sur la mise en œuvre des activités et a fonction d'« alerte » : si une activité semble pouvoir créer des conflits, elle sera immédiatement revue de façon participative	Non			Chargé de Programme
Août 2016		Retard de la promulgation du décret de nomination officielle des membres de la CNIDH <i>UPDATE : Membres de la CNIDH ont été nommés</i>	Septembre 2017		- Actions de plaidoyer pour l'accélération du processus ont appuyé la promulgation des membres et mise en place de la CNIDH <i>UPDATE : Membres de la CNIDH ont été nommés, risque dissipé</i>	Non			Chargé de Programme
Janvier 2017		Retard de la promulgation du décret de création du nouvel organe de planification de la RSS <i>UPDATE : Décret d'instauration du BNC-RSS adopté en Conseil de Ministres en fin septembre 2017</i>	Septembre 2017		- Actions de plaidoyer déjà menées pour l'accélération du processus - D'autres volets d'actions planifiés en premier lieu pour ne pas bloquer la mise en œuvre des activités - Les actions de promotion du mandat et du rôle de l'organe de coordination et de mise en œuvre de la RSS pourront être mises en œuvre	Non			Chargé de Programme

					sans attendre la nomination officielle	Oui	Chargé de Programme
	Septembre 2017	Décalage entre l'abrogation du CTO-RSS et la mise en place et opérationnalisation du BNC-RSS		Septembre 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activités techniques et stratégiques d'appui au processus en attente, priorisation des activités qui ne sont pas dépendantes de l'existence de l'interlocuteur national de la RSS</li> <li>- Appui et plaidoyer pour l'accélération du processus de nomination des membres, identification et habilitation des bureaux et opérationnalisation du BNC-RSS</li> </ul>		
	Janvier 2017	Retard de la mise en place du nouvel Haut Conseil de la Défense Nationale <i>UPDATE : Membres du HCDN nommés, mais en attente de la nomination des membres du Secrétariat Permanent et de l'opérationnalisation</i>		Septembre 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions de plaidoyer déjà menées pour l'accélération du processus</li> <li>- D'autres volets d'actions seront planifiés en premier lieu pour ne pas bloquer la mise en œuvre des activités</li> </ul>	Non	Chargé de Programme
Politique	août 2016	Instabilité politique et rotations du personnel de la partie nationale qui pourrait retarder la mise en œuvre		Septembre 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablissement de liens avec les techniciens des institutions, moins sujets aux rotations</li> <li>- Diversification des partenaires</li> <li>- Réunions périodiques et d'introduction lors des nominations de nouveaux partenaires</li> </ul>	Non	Chargé de Programme

Opérationnel	Août 2016	Manque de coordination entre les différentes composantes du projet	Septembre 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un coordonnateur de projet depuis mi-avril 2017</li> <li>- Mécanisme de réunions et communications régulières entre le coordonnateur, les cinq agences et la partie nationale</li> </ul>	Non	Chargé de Programme, Coordonnateur de Projet
	Février 2017	Non disponibilité de consultants et/ou de matériels au moment voulu entravant la performance du projet	Septembre 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Constitution de base de données de ressources humaines et prestataires</li> <li>- Appui à la divulgation des appels à offres et encouragement de candidats qualifiés à postuler</li> <li>- Efforts pour anticiper les recrutements et achat de matériels pour éviter les urgences et retards des activités</li> </ul>	Non	Chargé de Programme, UPM
	Septembre 2017	Risque d'épidémie de peste de récurrence saisonnière	Septembre 2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi attentif des développements et communiqués sur la situation sanitaire à Madagascar</li> <li>- Flexibilité pour reporter activités si nécessaire pour se conformer aux initiatives de réduction de risque</li> </ul>	Oui	Chargé de Programme, Management

## B. Mise à jour des problèmes du projet

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
Retard dans le recrutement du personnel de projet	Octobre 2016	Longues procédures de recrutement du personnel. Arrivée de la Spécialiste en février 2017, recrutement de Coordinateur de Projet et de l'AAF seulement finalisé en mars 2017 (début prévu pour avril 2017)	Septembre 2017	Appui intérimaire par un AAF assigné à un autre projet. Prise en charge des activités et responsabilités de coordination inter-agences par la Spécialiste.	Oui – tout le personnel de projet est recruté	Chargé de Programme
Retard dans la nomination des points focaux de la partie nationale	Novembre 2016	A la date actuelle, le point focal du Ministère de la Défense Nationale reste encore à être officiellement nommé, résultant dans une incertitude dans le contact avec ce ministère très important pour le projet.	Septembre 2017	Correspondance avec les partenaires et le point focal non officiel dans le MDN pour encourager une nomination.	Oui – tous les points focaux ont été nommés	Chargé de Programme
Goulets d'étranglement auprès des services d'appui opérationnel	Juin 2017	Retard et obstacles dans le traitement opportun des dossiers et procédures nécessaires à la préparation et au suivi des activités du projet à cause de goulets d'étranglement auprès des services d'appui opérationnel (traitement de dossiers d'une multitude de projets et d'agences avec nombre d'effectifs limité, procédures et circuits lourds)	Septembre 2017	Appui par le personnel du projet à la préparation des dossiers pour anticiper certaines étapes et décharger les collègues des services d'appui opérationnel	Non	Chargé de Programme, DRRO



## Section 2. Progression des produits du CPD :

**Project ID** : 00100983

**Description** : Produit\_1 Les Collectivités Territoriales Décentralisées, la société civile et les communautés de base dans les zones d'intervention sont structurées et outillées pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace ; résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population.

**Longue description** : Le projet vise améliorer les mécanismes de coopération, coordination et dialogue entre les FDS et les populations afin de faciliter l'émergence d'espaces d'échange constructifs et les interactions entre les différentes parties prenantes.

**Indicateur 1.2** : Nombre d'initiatives et structures locales contribuant à la réconciliation nationale, à la prévention de conflits, à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix appuyées ou renforcées.

**Baseline (2016)** : 0

**Cible annuelle cumulée (2017)** : 5

**Etat d'avancement** : 2 (40%)

**Explications (planification dépassée ou non atteinte)** :

## Section 3. Réalisation des activités

**Identifiant de l'activité (Activity ID)** : Activity 1.2 Approche de proximité FDS

**Produit 4.1** : Les forces de sécurité développent une « approche de proximité » de la population

**Activité 4.1.1** : Dialogue entre les représentants des FDS, des autorités locales et de la société civile (en particulier les organisations des femmes et de jeunes)

Une facilitation sera apportée à l'organisation des sessions de dialogue entre la société civile, les autorités locales, et les FDS, pour échanger sur les perceptions et attentes, les besoins de sécurité des populations et les rôles des forces de sécurité pour renforcer la confiance mutuelle. Une séance centrale sera organisée dans la capitale, et cinq séances supplémentaires seront organisées dans les provinces du pays.

**Date de début** : Date de fin :

**Progression jusqu'à ce jour** : 0%

**Moyens de vérification** : Rapports d'activités ; entretiens de suivi

**Explications (planification dépassée ou non atteinte)** :

**Activité 4.1.2** : Développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire

En lien avec les politiques et stratégies développées dans les résultats stratégiques 1 et 2, et basé sur les sessions de dialogue prévues à l'activité précédente, cette activité visera le développement d'un modèle de plan de sécurité communautaire. Cette activité visera, entre autres, de traduire les politiques de « police/gendarmerie de proximité » en un modèle de plan concret.

Date de début :                      Date de fin :

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Moyens de vérification : Rapports d'activités ; plan de sécurité communautaire

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :

**Résultats des activités**

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Pertinence des exemples abordés pendant les sessions	Mars 2018	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires: Score :	Utilisation des ressources : Score :	Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants	Mars 2018	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires: Score :	Utilisation des ressources : Score :	Respect des délais : Score :
Le plan prend en compte les conclusions et recommandations des sessions de dialogue	Mars 2018	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires: Score :	Utilisation des ressources : Score :	Respect des délais : Score :
Praticabilité du modèle de plan	Juin 2018	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires: Score :	Utilisation des ressources : Score :	Respect des délais : Score :

**Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 1.3 Gestion et fonctionnement**

**Résultat 5.1 : L'équipe de mise en œuvre du projet est mise en place et opérationnelle**

Activité 5.1.1 : Mettre à disposition du personnel PNUD pour la mise en œuvre du projet et assurer l'appui technique nécessaire

Date de début : janvier 2017    Date de fin : décembre 2018

Progression jusqu'à ce jour : 75% de la cible annuelle pour 2017 (37.5% de la cible annuelle pour 2017-2018)

Moyens de vérification : Postes prévus pourvus ; contrats ; fiches de salaire

Explications (planification dépassée ou non atteinte) : Recrutement de l'équipe de projet complété en avril 2017

**Résultat 5.2 : La mise en œuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD**

Activité 5.2.1 : Assurer la communication

Date de début : janvier 2017    Date de fin : décembre 2018

Progression jusqu'à ce jour : 50% de la cible annuelle pour 2017 (37.5% de la cible annuelle pour 2017-2018)

Moyens de vérification : Activités de communication et de sensibilisation sur le projet ; matériels de visibilité

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :

Activité 5.2.2 : Assurer le suivi et l'évaluation

Date de début : janvier 2017    Date de fin : décembre 2018

Progression jusqu'à ce jour : 75% de la cible annuelle pour 2017 (37.5% de la cible annuelle pour 2017-2018)

Moyens de vérification : Activités de suivi et d'évaluation du projet ; rapports d'évaluations

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Personnel de projet recruté et opérationnel	Octobre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : 06/10/2017 Utilisation des ressources : Conforme au budget	Date : 06/10/2017 Respect des délais : Recrutement de l'équipe finalisé en avril 2017

Communication sur les activités et le projet	Octobre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Score : Date : 06/10/2017 Utilisation des ressources : Inférieur au budget Score :	Score : Date : Respect des délais : Score :
Suivi des activités et de l'avancement du projet	Octobre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Score : Date : 06/10/2017 Utilisation des ressources : Inférieur au budget Score :	Score : Date : Respect des délais : Score :

## Section 2. Progression des produits du CPD :

**Project ID** : 00102851

**Description** : Produit 2 Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

**Longue description** : La redevabilité des forces de sécurité doit s'accompagner au renforcement des standards éthiques et des capacités de dialogue, et de service à la population, des éléments fondamentaux en vue de gagner la confiance de la population.  
Le renforcement des capacités des FDS aura une place centrale, avec la mise en œuvre des actions de sensibilisation et renforcement des capacités des FDS déjà opérationnelles.

Le Parlement est dans tout pays démocratique l'institution de redevabilité par excellence ainsi que l'organe auquel le peuple délègue, à travers les élections, le pouvoir législatif. Il est donc fondamental de renforcer la capacité des deux Chambres à s'engager dans le processus de RSS, à suivre et rapporter sur la performance du secteur de la sécurité, à proposer des éventuelles réformes législatives et à faire du plaidoyer sur des questions de sécurité et ainsi jouer pleinement leur rôle de contrôle démocratique des FDS.

**Indicateur 2.2** : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes

**Baseline (2016)** : 0

**Cible annuelle cumulée (2017)** : 7

Etat d'avancement : 3 (40%)

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :

### Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.1 Soutien au processus RSS

**Produit 1.1** Le processus de réforme du secteur de la sécurité dans sa globalité est soutenu techniquement et politiquement, ses enjeux sont compris par les acteurs politiques informés

Activité 1.1.1 Appui au CTO-RSS (ou son successeur)

Pour atteindre un pilotage professionnel du processus de la RSS et dans les normes identifiées par le Cadre de RSS de l'Union Africaine, un soutien technique et matériel est prévu pour l'organe national de coordination. Il est prévu à ce que cet organe soit fonctionnel, à travers la mise à dispositions de moyens et le transfert de compétences pour mettre efficacement en œuvre le processus.

- Renforcement de capacités

- Dotation de matériels

- Visite d'échange à Madagascar

Date de début : février 2017

Date de fin :

Progression jusqu'à ce jour : 70 %

Renforcement de capacités :

- Appui technique à la consolidation des plans stratégique et opérationnels de la RSS effectué de décembre 2016 à mars 2017
- Participation et appui technique à l'atelier de finalisation des plans stratégiques (ultérieurement appelé « Plan National de la RSS ») du 6-7 avril 2017 à Antsirabe
- Organisation de l'atelier de planification de la nouvelle structure de coordination de la RSS effectué le 6-10 juin 2017 à Antsirabe
- Appui financier (location de salle, décoration, impression du Plan National et de dépliants sur la RSS) à la cérémonie de lancement officiel de la RSS à Madagascar effectuée le 12 septembre 2017 à Ivato

Dotation de matériels :

- Achat de matériels informatiques et de bureau pour la nouvelle structure de coordination (prêts pour livraison lors de la création et mise en place)

Moyens de vérifications : Rapports d'activité ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi ; fiches de livraison de matériels

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :

Activité 1.1.2 Plaidoyer pour une appropriation efficace de la RSS par les Gouvernants

Conjointement avec l'Union Africaine, qui a le leadership politique en matière de RSS, des sensibilisations aux parties prenantes seront facilitées, sur les bénéfices de la RSS ainsi que le rôle que chaque acteur devrait/pour jouer pour soutenir le processus. Cela permettra de renforcer la légitimité et la durabilité du processus. Cette activité visera à moyen terme à ce que les besoins identifiés pour la RSS soient reflétés de manière réaliste dans la Loi des Finances.

- Elaboration d'une stratégie de communication

- Ateliers de sensibilisation

- Matériels de sensibilisation

Date de début : juillet 2017

Progression jusqu'à ce jour : 25 %

Stratégie de communication

- Consultations en bilatéral au niveau central avec les parties prenantes de la RSS entre le 25 juillet et le 9 août 2017

- Atelier de consultation sur les éléments de la stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS le 10 août 2017 à Antananarivo

- Atelier de restitution de la stratégie de communication sur la mise en œuvre de la RSS le 30 août 2017 à Antananarivo

- Finalisation du brouillon de la stratégie de communication qui sera partagée et finalisée avec le BNC-RSS lorsqu'il sera opérationnel

Moyens de vérifications : Rapports d'activité ; stratégie de communication ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Existence et qualité de la stratégie de communication	Octobre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : 06/10/2017 Utilisation des ressources : Conforme au budget Score :	Date : 06/10/2017 Respect des délais : Finalisation de la stratégie en attente de l'opérationnalisation du BNC-RSS Score :
Disponibilité et pertinence matériels fournis	Mars 2018	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : 06/10/2017 Respect des délais : En conformité avec le plan Score :

<p>Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les ateliers</p>	<p>Juin 2017</p>	<p>Date : Juin 2017</p> <p>Avis des bénéficiaires: L'atelier de préparation de la structure de coordination de la RSS a répondu aux attentes et besoins des participants, et les objectifs ont été atteints</p> <p>Score : 91% (besoins), 82% (objectifs)</p>	<p>Date : 06/10/2017</p> <p>Respect des délais : En conformité avec le plan</p> <p>Score :</p>
<p>Satisfaction des participants</p>	<p>Juin 2017</p>	<p>Date : Juin 2017</p> <p>Avis des bénéficiaires: L'atelier de préparation de la structure de coordination de la RSS a répondu aux attentes des participants</p> <p>Score : 76% (attentes)</p>	<p>Date :</p> <p>Respect des délais :</p> <p>Score :</p>
<p>Processus de planification et mise en œuvre participatif et inclusif</p>	<p>Juin 2017</p>	<p>Date : Juin 2017</p> <p>Avis des bénéficiaires: L'atelier de préparation de la structure de coordination de la RSS et spécifiquement les discussions ont été participatives</p> <p>Score : 100%</p>	<p>Date :</p> <p>Respect des délais :</p> <p>Score :</p>
<p><b>Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.2 Vision nationale de sécurité</b></p> <p><b>Produit 1.2. Une vision nationale de la sécurité répondant aux réalités des défis sécuritaires sur le territoire malgache est développée et permet une planification et formulation stratégique pour chaque FDS</b></p> <p>Activité 1.2.1 Revoir les besoins de sécurité du pays</p>			

Cette activité va s'appuyer sur les consultations déjà menées dans les 22 régions par le Comité Technique d'Organisation du séminaire national sur la RSS (CTO-RSS) en 2015, et qui ont déjà pu débayer le terrain quant aux préoccupations significatives en matière de sécurité des populations interrogées. Là où il sera nécessaire, ces études seront étayées afin de pouvoir récolter les informations nécessaires pour développer les plans opérationnels. Cette formulation participative permettra de développer, dans une seconde phase, une vision nationale de sécurité à volonté représentative des préoccupations des citoyens et de l'Etat.

Date de début : juillet 2017    Date de fin : août 2017

Progression jusqu'à ce jour : 95%

- Atelier de consultation avec les parties prenantes le 11 juillet 2017 à Antananarivo
  - Consultations au niveau central et en province (Boeny et Anosy) du 27 juin au 19 juillet 2017
  - Atelier de restitution et de validation de l'étude sur les besoins de sécurité humaine le 21 juillet 2017 à Antananarivo
  - Finalisation de l'étude sur les besoins de sécurité humaine
- Moyens de vérification : Rapport de l'étude ; rapports des consultations ; questionnaires d'évaluation

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :

#### Activité 1.2.3 Evaluation et analyse de la législation nationale, des règles et des procédures pour la gestion des armes des FDS et des civils

La législation ainsi que les procédures en matière de gestion des stocks d'armes et de munitions par les FDS seront étudiées. En outre, une enquête sur l'accès des civils aux armes à feu sera aussi réalisée.

- Evaluation et analyse

- Enquête

Date de début : mai 2017    Date de fin :

Progression jusqu'à ce jour : 75%

Evaluation du cadre législatif et procédural du contrôle et de la gestion des armes :

- Mission d'évaluation de spécialiste du siège en normes internationales de contrôle d'armes du 18 mai au 10 juin 2017
- Consultations au niveau central et dans le Sud (Anosy et Androy) du 22 mai au 9 juin 2017
- Atelier de restitution des constats et recommandations préliminaires de l'évaluation le 8 juin 2017 à Antananarivo
- Finalisation du rapport de l'évaluation en cours

Enquête sur l'accès des civils aux armes à feu :

- Consultations au niveau central et en province (Anosy, Androy, Vakinankaratra, Amoron'i Mania, Matsiatra, Ambony, Ihorombe, Sava) en cours depuis le 7 septembre 2017

- Atelier de restitution des constats et recommandations préliminaires de l'enquête le 25 septembre 2017 à Antananarivo

- Elaboration du rapport de l'enquête en cours

Moyens de vérification : Rapport de l'évaluation ; rapports des consultations ; rapport de l'enquête ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :



**Activité 1.2.4** Harmonisation des textes relatifs à la sécurité communautaire

Actuellement il y a des textes de lois qui comprennent des dispositions portant sur des mécanismes de sécurité communautaires ; cependant ils ne sont pas bien connus et la cohérence n'est pas toujours évidente. Pour cela il s'avère nécessaire une évaluation et harmonisation des textes relatifs à la sécurité communautaire en vigueur. Cette activité va alimenter l'élaboration de la vision nationale de sécurité et constitue également un préalable au développement d'un modèle de sécurité communautaire inclusive et sensible au genre prévu dans le cadre du produit 4.1.

Date de début : septembre 2017      Date de fin :

Progression jusqu'à ce jour : 25%

- Consultations au niveau central et en province (Anosy, Androy, Atsimo-Andrefana, Menabe, Matsiatra Ambony, Ihorombe, Vakinankaratra, Sava) en cours depuis le 12 septembre 2017

Moyens de vérification : Rapport de l'analyse ; rapports des consultations ; questionnaires d'évaluation ; entretiens de suivi

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :

				<b>Résultats des activités</b>		
<b>Critères de qualité</b>	<b>Date de mesure de la qualité</b>	<b>Avis des bénéficiaires (date et score)</b>	<b>Utilisation des ressources (date et score)</b>	<b>Respect des délais (date et score)</b>		
Prise en compte de tous les acteurs et parties prenantes dans la préparation des activités	Octobre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : 06/10/2017 Utilisation des ressources : conforme au budget Score :	Date : 06/10/2017 Respect des délais : conforme au plan Score :		
Processus participatif et consultatif, le résultat est validé par les parties prenantes	Octobre 2017	Date : 06/10/2017 Avis des bénéficiaires: Les ateliers de consultation et de restitution ont été, et spécifiquement les discussions ont été participatives Score : >80%	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :		
Conclusions et recommandations sont prises en compte	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :		



Prise en compte de tous les acteurs et parties prenantes dans la préparation des activités	Mars 2018	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Processus participatif et consultatif, le résultat est validé par les parties prenantes	Mars 2018	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Conclusions et recommandations sont prises en compte	Mars 2018	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Satisfaction des participants	Mars 2018	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

**Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.4 Sensibilisation FDS**

Produit 3.2 Les institutions et mécanismes de contrôle étatiques jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité

Activité 3.2.1 Renforcement des capacités des parlementaires et du personnel de l'Assemblée nationale et du Sénat sur la RSS

Le Parlement est dans tout pays démocratique l'institution de redevabilité par excellence ainsi que l'organe auquel le peuple délègue, à travers les élections, le pouvoir législatif. Il est donc fondamental de renforcer la capacité des deux Chambres à s'engager dans le processus de RSS, à suivre et rapporter sur la performance du secteur de la sécurité, à proposer des éventuelles réformes législatives et à faire du plaidoyer sur des questions de sécurité et ainsi jouer pleinement leur rôle de contrôle démocratique des FDS.

Date de début : septembre 2017 Date de fin :

Progression jusqu'à ce jour : 25 %

- Atelier de sensibilisation et de renforcement de capacités sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité pour le personnel du Sénat du 28 au 29 septembre 2017 à Antsirabe

Moyens de vérification :

<u>Explications (planification dépassée ou non atteinte) :</u>			
<b>Critères de qualité</b>	<b>Date de mesure de la qualité</b>	<b>Résultats des activités</b>	
		<b>Avis des bénéficiaires (date et score)</b>	<b>Utilisation des ressources (date et score)</b>
Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les ateliers	Octobre 2017	Date : 29 septembre 2017 Avis des bénéficiaires: Les objectifs de l'atelier de renforcement de capacités pour le personnel du Sénat ont été atteints Score : 78% (objectifs)	Date : 06/10/2017 Utilisation des ressources : conforme au budget Score :
Satisfaction participants	Octobre 2017	Date : 29 septembre 2017 Avis des bénéficiaires: L'atelier de renforcement de capacités pour le personnel du Sénat a répondu aux attentes des participants Score : 72% (attentes)	Date : Utilisation des ressources : Score :
Processus de planification et mise en œuvre participatif et inclusif	Octobre 2017	Date : 29 septembre 2017 Avis des bénéficiaires: L'atelier de renforcement de capacités pour le personnel du Sénat, et spécialement les discussions ont été participatives Score : 63%	Date : Utilisation des ressources : Score :
<b>Identifiant de l'activité (Activity ID) : Activity 2.5 Gestion stocks d'armes</b> <b>Produit 2.4 Les FDS gèrent plus efficacement leurs stocks d'armes</b>			
<b>Activité 2.4.3 Mettre à jour les procédures de gestion de stocks d'armes des FDS</b>			

Une évaluation de la législation et des procédures opérationnelles en matière de gestion des stocks d'armes et une enquête sur les armes légères, permettront d'appuyer la mise à jour des textes et des instructions opérationnelles sur la gestion des stocks d'armes et la sensibilisation des forces de sécurité relatives au contrôle des armes et aux nouvelles procédures.

Date de début : Date de fin :

Progression jusqu'à ce jour : 0%

Moyens de vérification :

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :

Activité 2.4.4 Fournir les moyens techniques et les compétences pour un marquage et un enregistrement d'armes selon les standards internationaux (volet traçabilité et marquage)

Une série d'activités seront menées afin d'améliorer le contrôle de la circulation d'armes, notamment l'achat de machines pour le marquage et des formations sur les nouveaux équipements. Dans cette même visée, un modèle de mise à jour et d'informatisation des registres des armes et munitions sera développé et piloté ; et des synergies/intégration des registres existants seront effectuées.

Date de début : septembre 2017 Date de fin :

Progression jusqu'à ce jour : 5%

Equipements :

- Commande d'équipements informatiques pour l'informatisation des registres d'armes et de leurs détenteurs

Moyens de vérification :

Explications (planification dépassée ou non atteinte) :

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Disponibilité et pertinence des matériels fournis	Mars 2018	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Pertinence des exemples et aspects abordés pendant les ateliers	Mars 2018	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :

Satisfaction des participants	Mars 2018	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires:	Utilisation des ressources :	Respect des délais :
		Score :	Score :	Score :
Processus de planification et mise en œuvre participatif et inclusif	Mars 2018	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires:	Utilisation des ressources :	Respect des délais :
		Score :	Score :	Score :

  
 Stephanie MARTIN

Chargée du Volet RSS, PNUD

Date : 15.11.2017



Patrick SOLOMAMPIONONA

Spécialiste National en Suivi-Evaluation, PNUD

Date : 22/11/17



Lalaina RAKOTOZANDRY

Chargé de Programme (Gouvernance), PNUD

Date :



Marie DIMOND

DRRP, PNUD

Date : 7 NOV 2017

